

La commande publique, un tremplin vers l'emploi

Depuis l'an passé, un guichet unique encourage les clauses sociales dans les marchés signés avec les acteurs publics. L'objectif : donner du travail à des personnes éloignées de l'emploi.

La ville de Rennes passe plus de 1 000 marchés par an. Rennes Métropole, environ 400. Si la commande publique permet d'acheter les travaux, fournitures et prestations de la collectivité locale, elle peut également favoriser la politique en matière d'insertion professionnelle. D'où la mise en œuvre de la clause « dite sociale » dans les marchés.

Code des marchés publics

« Et pas seulement les marchés publics, ceux des collectivités ou de l'État, s'empresse de préciser Alain Busson, coordonnateur du guichet unique mis en place l'an passé sur le bassin d'emploi de Rennes (1). Ces clauses sociales concernent aussi les marchés passés avec les Sociétés d'économie mixte, les universités, le centre hospitalier, les bailleurs sociaux. » Et même le privé, comme on le voit au centre Alma, volontaire pour cette démarche avec son vaste chantier d'extension.

Encouragée par le nouveau code des marchés publics, cette action cible les personnes rencontrant des difficultés d'accès ou de retour à l'emploi. Les entreprises qui soumissionnent s'engagent à réaliser une action d'insertion professionnelle, avec un accompagnement si nécessaire.

L'effort d'insertion demandé aux entreprises porte sur le nombre d'heures et sur le montant consacrés à cette action. L'entreprise choisit quant à elle l'option (recrutement direct, intérim d'insertion ou sous-traitance à une entreprise d'insertion), mais il s'agit toujours d'un emploi



Alain Busson (au premier plan), coordonnateur, avec Hervé Balan et Virginie Busca, tous les deux facilitateurs au guichet unique basé dans les locaux de Rennes Métropole.

salarié.

« Dans le cas du pays de Rennes, l'effort porte généralement sur 5 % des heures travaillées, décrit Alain Busson. L'avantage, c'est qu'on fait travailler ainsi une main-d'œuvre locale. Demain, quand les grands chantiers arriveront sur le pays de Rennes, on pourra mobiliser rapidement de l'emploi en proximité. »

« Une offre de services »

Tout le monde est gagnant dans l'affaire, y compris les entreprises qui peinent parfois à recruter quand le carnet de commandes se remplit.

Avec l'expérience, le guichet unique se définit avant tout comme « une offre de services, une assistance à maîtrise d'ouvrage » qui a fait ses preuves. La moitié des personnes en insertion parviennent à retrouver le chemin de l'emploi. Parmi elles, un tiers trouve un emploi durable de plus de six mois. « Au final, on contribue à la cohésion sociale du territoire. »

À l'avenir, ces clauses sociales pourraient s'étendre à de nouveaux marchés, cette fois au bénéfice des jeunes diplômés qui se retrouvent, eux aussi, éloignés du monde du

travail. « Il pourrait s'agir de marchés pour des prestations intellectuelles, intéressant les étudiants », explique Alain Busson. Des marchés d'études ou de communication, par exemple. Là encore, un tremplin professionnel.

Olivier BERREZAI.

(1) Le bassin d'emploi de Rennes couvre trois pays : Rennes, Vallons de Vilaine et Brocéliande, soit 600 000 habitants environ.